

**Nouvelle Directive présidentielle à l'égard de l'Afrique subsaharienne et Stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique subsaharienne**

**Analyse publiée par le Conseiller spécial du Président pour les affaires africaines au sein du Conseil de la sécurité nationale**

**Avenir du partenariat des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne**

Aujourd'hui, le Président Obama a pris une autre mesure dans l'approfondissement des partenariats avec les nations et les peuples de l'Afrique subsaharienne. En signant cette nouvelle directive de politique, le Président Obama s'est engagé, au nom des États-Unis, en faveur d'une stratégie tournée vers l'avenir qui nous permettra de collaborer étroitement avec nos partenaires africains pour atteindre la prospérité, la sécurité et la dignité que méritent les citoyens.

Élaborée dans le cadre d'un processus rigoureux qui se fonde sur l'expertise de personnalités à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement - y compris des voix africaines - cette nouvelle directive place les États-Unis dans une position stratégique qui lui permet d'aider nos partenaires africains à saisir les opportunités et à relever les défis auxquels est confronté le continent.

La Stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique subsaharienne reflète les principales composantes et les priorités stratégiques mises en exergue dans la directive de présidentielle. Cette stratégie définit quatre objectifs stratégiques pour l'intervention américaine en Afrique : (1) renforcer les institutions démocratiques ; (2) stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements ; (3) Promouvoir la paix et la sécurité ; et (4) promouvoir les opportunités et le développement.

Deux de ces objectifs - renforcer les institutions démocratiques et booster la croissance économique, le commerce et les investissements - recevront une attention particulière. Dans le cadre de cette stratégie présidentielle, les États-Unis soutiendront le renforcement des institutions à tous les niveaux, promouvoir une gouvernance plus transparente et responsable qui se fonde sur les aspirations des Africains , et multiplieront leurs efforts pour promouvoir les droits de l'homme et l'État de droit. Le plus important, les États-Unis ne resteront pas sans rien faire lorsque des acteurs menacent des gouvernements légitimement élus ou manipulent l'équité et l'intégrité des processus démocratiques

La stratégie est imprégnée de la forte conviction du Président Obama que - même si l'Afrique fait face à des défis - l'Afrique subsaharienne connaît un moment de grande promesse économique.

---

Les États-Unis disposent d'une opportunité pour aider à s'assurer que les bénéfices de la croissance parviennent à la multitude, et non uniquement à quelques individus. Nous œuvrerons à renforcer la capacité de l'Afrique subsaharienne à accéder aux marchés internationaux et en tirer profit, à promouvoir l'intégration régionale et à améliorer la gouvernance économique. Les entreprises américaines peuvent et doivent jouer un rôle dans ce processus, en apportant des capitaux, la technologie et l'expertise américaine en vue d'appuyer un développement soutenu de l'Afrique, ainsi que la création d'emplois en Amérique.

Parallèlement, la stratégie réaffirme l'engagement des États-Unis en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent et en faveur de la réalisation des priorités de développement qui aident les citoyens à mener un vie pleine d'opportunités et dans la dignité.

Parmi toutes ces efforts, les États-Unis privilégieront les efforts qui visent l'autonomisation de la prochaine génération de leaders de la société civile, d'entrepreneurs et d'agents du changement de l'Afrique. En promouvant l'Initiative présidentielle en faveur des jeunes leaders africains, nous offrons des outils pour soutenir le développement du leadership, promouvoir l'entrepreneuriat et les mettre en réseau, entre eux et avec les États-Unis. Ces vaillants individus transforment déjà le continent pour le mieux, et leurs idées et leur ingéniosité influenceront la trajectoire du progrès de l'Afrique dans les années à venir.

Comme l'a déclaré le Président au cours de sa visite au Ghana, le peuple africain est prêt à prendre possession de son futur. Cette stratégie formule clairement que les États-Unis, dans un esprit de partenariat et de respect mutuel, assisteront les populations d'Afrique en vue de soutenir leurs aspirations pour un avenir commun de liberté et de prospérité.

---

## **Recueil de sujets d'entretien relatifs à la Stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique subsaharienne**

### **Stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique subsaharienne**

Le 14 juin 2012, le Président a approuvé une nouvelle Directive présidentielle en faveur de l'Afrique. Au moment où nous approchons du troisième anniversaire de son discours d'Accra au Ghana, le Président a demandé aux agences et départements (ministères) d'évaluer l'état de la mise en œuvre de la vision qu'il avait définie dans son discours, en tenant compte des opportunités et défis actuels.

Pour promouvoir les intérêts américains en Afrique, la stratégie définit quatre objectifs stratégiques : (1) renforcer les institutions démocratiques ; (2) stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements ; (3) Promouvoir la paix et la sécurité ; et (4) promouvoir les opportunités et le développement.

Cette nouvelle stratégie vise à rendre les États-Unis proactifs au vu des nombreux défis et opportunités auxquels est confrontée l'Afrique. De manière spécifique, elle dirige l'action des États-Unis en matière d'élargissement des efforts de renforcement des institutions démocratiques et de stimulation de la croissance économique, du commerce et des investissements.

En outre, elle définit à l'intention des départements (ministères) et des agences la priorité de collaborer avec la prochaine génération de leaders africains, y compris par le biais de l'Initiative présidentielle en faveur des jeunes dirigeants africains - une composante de l'approche de l'administration à l'égard de l'Afrique.

Cette stratégie réaffirme l'intérêt et l'engagement des États-Unis en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent, ainsi que de l'atteinte des priorités mondiales de développement de l'Administration actuelle, y compris par le biais d'Initiatives telles que Nourrir l'avenir, l'Initiative mondiale en matière de santé et l'Initiative mondiale du Président pour la lutte contre le changement climatique.

La stratégie repose sur les succès des trois dernières années, au cours desquelles nous avons :

- A. soutenu le développement de la démocratie en renforçant les institutions et en confrontant les dirigeants dont les actions menacent la transition politique pacifique.
- B. instauré la paix et la sécurité, y compris en jouant un rôle important dans la naissance pacifique du Sud-Soudan, en soutenant la Mission de l'Union africaine en Somalie et en

---

collaborant avec les partenaires de la région dans la lutte contre la dangereuse Armée de résistance du Seigneur.

- C. collaboré avec les jeunes leaders africains qui influenceront l'avenir du continent.
- D. investi dans des partenariats de développement pour favoriser la croissance économique soutenue, pour promouvoir la sécurité alimentaire, pour accroître la capacité d'adaptation au changement climatique et pour améliorer la capacité des pays et des communautés à lutter contre le VIH/Sida, le paludisme et les autres menaces de santé.
- E. joué un rôle de premier plan pour répondre aux crises alimentaires, y compris dans la corne de l'Afrique et dans le Sahel, tout en collaborant avec nos partenaires africains pour promouvoir la résilience et prévenir les crises futures.

### **Renforcer les institutions démocratiques**

La vision du Président, tel qu'il l'avait déclaré au Ghana, "L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes" est actuellement d'une pertinence jamais égalée. Au cours des trois dernières années, les pays africains ont réalisé des progrès significatifs vers ce que les gens veulent partout et méritent : le droit d'élire librement son gouvernement et qu'il réponde à leurs besoins et qu'il instaure la paix, la justice et la prospérité.

Les signes de ce progrès sont clairs : le transfert démocratique du pouvoir au Sénégal cette année, le respect du processus constitutionnel au Malawi, la tenue d'élections au Nigéria, la remarquable croissance économique de la Côte d'Ivoire après son retour à la démocratie en 2011, la mise en route d'un processus en Guinée pour l'instauration d'un système démocratique intégral, et le retour du Niger à la démocratie en 2010.

Cette nouvelle stratégie exhorte les États-Unis à soutenir le renforcement des institutions à tous les niveaux - à soutenir et à se fonder sur les aspirations des Africains pour une gouvernance plus transparente et responsable, à promouvoir les droits de l'homme et l'État de droit, et à confronter les dirigeants dont les actions menacent la crédibilité des processus démocratiques.

Comme mentionné dans la Stratégie de sécurité nationale de 2010, le soutien à la démocratie est d'une importance majeure pour les intérêts des États-Unis et constitue un élément fondamental de l'intervention américaine à l'étranger.

---

## **Stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements**

Entre 2000 et 2010, 6 des 10 pays ayant les plus forts taux de croissance dans le monde sont issus de l'Afrique subsaharienne.

Une croissance économique soutenue a le potentiel de libérer des millions d'individus de la pauvreté et d'instaurer une stabilité durable. Le défi aujourd'hui est de s'assurer que ces gains continuent et qu'ils sont redistribués.

Ainsi, des opportunités sont créées pour l'Afrique et pour les entreprises américaines.

Cette nouvelle stratégie s'attaque à ces problèmes en prescrivant : aux États-Unis de mettre l'accent sur la stimulation du commerce et des investissements en (1) promouvant un environnement favorable au commerce et à l'investissement ; (2) en améliorant la gouvernance économique ; (3) en promouvant l'intégration régionale ; (4) en renforçant la capacité de l'Afrique à accéder effectivement aux marchés internationaux et à en tirer profit ; et (5) en encourageant les entreprises américaines à investir en Afrique et à y faire du commerce.

La nouvelle stratégie reconnaît que les États-Unis, ainsi que ses partenaires africains, ont intérêt à améliorer la compétitivité commerciale de la région, à encourager la diversification des exportations au-delà des ressources naturelles et à s'assurer que les retombées de la croissance sont accessibles aux populations et qu'elles ne profitent pas uniquement à quelques individus.

## **Promouvoir la paix et la sécurité**

Les pays africains jouent un rôle de premier plan dans la gestion des questions de sécurité sur le continent. Nous voulons approfondir notre partenariat sécuritaire avec les pays africains et leurs organisations régionales en vue de satisfaire les besoins sécuritaires de leurs populations.

Dans notre approche contre le terrorisme, nous continuerons à être guidés par la déclaration du Président dans la Stratégie de sécurité nationale selon laquelle sa plus grande responsabilité n'est autre qu'assurer la sécurité du peuple américain. Nous concentrerons nos efforts sur la rupture, le démantèlement et éventuellement la défaite d'Al-qaeda, de ses affiliés et de ses adhérents en Afrique.

Cette nouvelle stratégie invite également à la mise en place de partenariats multi-sectoriels qui mettront à contribution notre expertise dans les domaines des frontières terrestres, de l'aviation, de la cyber-sécurité et de la sécurité maritime, ainsi que dans le secteur financier en vue de lutter contre les mouvements illégaux de personnes, d'armes, de drogues et d'argent.

---

Elle réaffirme notre engagement en faveur de l'identification des risques d'atrocités le plutôt possible en vue de prévenir la violence avant qu'elle n'éclate, de l'utilisation de nouveaux outils pour gérer efficacement les atrocités et de la stimulation des efforts nationaux et internationaux visant à traduire les auteurs en justice.

### **Promouvoir les opportunités et le développement**

Nul part ailleurs dans le monde, nos efforts de développement n'occupent une place aussi centrale dans notre coopération comme c'est le cas en Afrique. La Directive présidentielle sur le développement global de 2010 définit une nouvelle approche qui met l'accent sur le développement durable et sur un nouveau modèle opérationnel pour l'aide au développement des États-Unis.

L'Initiative mondiale en matière de santé, Nourrir l'avenir et l'Initiative en faveur de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que l'Initiative mondiale pour la lutte contre le changement climatique continueront à avoir un fort impact sur l'Afrique. En outre, deux des quatre pays du Partenariat pour la croissance (Ghana et Tanzanie) se trouvent en Afrique ; ceci constitue une preuve à la fois de notre engagement envers le continent et de son potentiel.

---

## Questions & réponses relatives à la Nouvelle Directive présidentielle à l'égard de l'Afrique subsaharienne

### **A. Que répondez-vous aux critiques selon lesquelles l'Administration Obama a accordé peu d'intérêt à l'Afrique ?**

Au cours des trois dernières années, le Gouvernement Obama a :

encouragé le développement de la démocratie en soutenant les institutions responsables et sensibles, en reconnaissant les défenseurs des droits de l'homme, en exhortant les gouvernements à respecter les normes internationales et en confrontant les dirigeants dont les actions menacent la transition politique pacifique.

instauré la paix et la sécurité, y compris en jouant un rôle important dans la naissance pacifique du Sud-Soudan, en soutenant la Mission de l'Union africaine en Somalie et en collaborant avec les partenaires de la région dans la lutte contre la dangereuse Armée de résistance du Seigneur.

collaboré avec les jeunes leaders africains qui influenceront l'avenir du continent.

investi dans des partenariats de développement pour favoriser la croissance économique soutenue, pour promouvoir la sécurité alimentaire, pour accroître la capacité d'adaptation au changement climatique et pour améliorer la capacité des pays et des communautés à lutter contre le VIH/Sida, le paludisme et les autres menaces de santé.

joué un rôle de premier plan pour répondre aux crises alimentaires, y compris dans la corne de l'Afrique et dans le Sahel, tout en collaborant avec nos partenaires africains pour promouvoir la résilience et prévenir les crises futures.

promu le commerce et l'investissement en Afrique en conduisant une mission commerciale en Afrique, en continuant l'action menée dans le cadre de la loi sur la croissance économique et les opportunités d'affaires en Afrique (Loi AGOA), en organisant une conférence sur les infrastructures et l'énergie et en mettant en place le Partenariat pour la croissance en faveur de la Tanzanie et le Ghana.

### **B. Quelle nouveauté apporte cette stratégie ? Est-ce que les États-Unis apportent de nouvelles ressources pour mettre en œuvre une nouvelle stratégie ?**

Le Président nous a demandé d'examiner la politique américaine sous le prisme des tendances, des défis et des opportunités liés à l'Afrique. L'exercice visait à s'assurer que nous mettons en

---

œuvre cette vision et que nous disposons d'une politique ciblée et proactive. L'intention était d'élaborer une stratégie complète et de maximiser l'impact des nombreuses ressources que nous investissons en Afrique en vue de s'assurer les efforts des États-Unis sont proactifs et unifiés.

De manière spécifique, elle dirige l'action des États-Unis en matière d'élargissement des efforts de renforcement des institutions démocratiques et de stimulation de la croissance économique, du commerce et des investissements. Des institutions démocratiques plus fortes permettent aux États de réaliser une plus grande stabilité et prospérité ; réussissent mieux dans la réduction des conflits et des menaces transfrontalières ; et constituent des partenaires forts pour les États-Unis. En outre, promouvoir une croissance économique durable et inclusive est un élément clé de la sécurité, de la stabilité politique et du développement, et constitue par conséquent le ferment des efforts visant la réduction de la pauvreté par le biais de la création de ressources qui soutiennent les soins de santé, l'éducation et les biens publics.

En outre, elle définit à l'intention des départements (ministères) et des agences la priorité de collaborer avec la prochaine génération de leaders africains, y compris par le biais de l'Initiative présidentielle en faveur des jeunes dirigeants africains - une composante de l'approche de l'administration à l'égard de l'Afrique.

Cette stratégie réaffirme l'intérêt et l'engagement des États-Unis en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent, ainsi que de l'atteinte des priorités mondiales de développement de l'Administration actuelle, y compris par le biais d'Initiatives telles que Nourrir l'avenir, l'Initiative mondiale en matière de santé et l'Initiative mondiale du Président pour la lutte contre le changement climatique.

### **C. Comment est-il possible de faire pression sur des pays, tels que l'Éthiopie et l'Ouganda en matière de démocratie et des droits de l'homme lorsque les États-Unis dépendent d'eux sur le plan sécuritaire ?**

Les États-Unis sont engagés en faveur de la pratique de la démocratie en recommandant les droits universels, des processus électoraux équitables et des institutions responsables. Cet engagement est aussi vrai pour l'Éthiopie que pour l'Ouganda et les autres pays avec lesquels nous entretenons des partenariats sécuritaires solides.

Il existe un partenariat entre les gouvernements éthiopien et ougandais et le Gouvernement des États-Unis. Dans le cadre de ce partenariat, nous avons exhorté ces gouvernements à tenir compte des fondements du développement durable, ainsi que du bien-être à long terme de leurs populations en promouvant une croissance économique qui intègre le secteur privé et le développement de l'agriculture ; en contribuant à la mise en place d'un système de soins de santé

---

public solide ; en promouvant la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme ; et en promouvant la stabilité et la sécurité régionales.

De manière régulière, nous discutons avec les représentants de tous les niveaux de responsabilité au sein des gouvernements éthiopiens et ougandais sur nos intérêts communs et nos préoccupations actuelles dans différents domaines.

#### **D. Quel est le rôle d'AFRICOM dans la politique africaine des États-Unis ?**

À l'instar des autres commandements militaires américains, AFRICOM participe à l'élaboration de la politique américaine en Afrique, notamment pour les défis liés à la sécurité et à la stabilité, et la met en œuvre. Les défis de sécurité de l'Afrique sont entre autres les conflits, le trafic des stupéfiants, des armes et des personnes ; la menace liée à la sécurité maritime ; et le terrorisme. Nous cherchons à soutenir les solutions africaines aux défis de l'Afrique et nous croyons que ce sont les Africains qui peuvent le mieux relever les défis sécuritaires de leur continent.

Au sein du Département de la défense, les programmes et les activités d'Africom soutiennent l'émergence d'armées partenaires professionnelles et efficaces, elles sont prises en compte et mises en œuvre en collaboration avec le Département d'État, les chefs de mission américains et nos partenaires internationaux.

Africom envisage la mise en place de partenariats avec les Africains là où c'est possible, là où son assistance est souhaitée, en vue de leur aider à régler leurs problèmes de sécurité. La sécurité et la stabilité relèvent de nos meilleurs intérêts et Africom cherche les solutions pour y apporter sa contribution.

#### **E. Quelle est la réaction des États-Unis face à la présence croissante de la Chine sur le continent ? Est-ce que l'influence de la Chine, ainsi que sa présence croissante, menacent les intérêts des États-Unis ?**

Nous accueillons favorablement la présence de la Chine en Afrique. Il est important de collaborer avec la Chine, étant donné qu'elle travaille avec les pays en voie de développement.

Grâce à la coopération dans ces domaines d'intérêts communs, nous pourrions renforcer notre compréhension mutuelle et soutenir une croissance économique durable. La croissance économique en Afrique et dans d'autres régions en voie de développement nous bénéficie à tous en créant de nouvelles opportunités dans les toutes nouvelles économies émergentes du monde.

---

**F. Que ferez-vous dans la pratique pour stimuler le commerce et les investissements américains ?**

Grâce à cette nouvelle stratégie, les États-Unis mettront l'accent sur la stimulation du commerce et des investissements en (1) promouvant un environnement favorable ; (2) en améliorant la gouvernance économique ; (3) en promouvant l'intégration régionale ; (4) en renforçant la capacité de l'Afrique à accéder effectivement aux marchés internationaux et à en tirer profit ; et (5) en encourageant les entreprises américaines à investir en Afrique et à y faire du commerce. En outre, nous mènerons une "Campagne baptisée Faire des affaires en Afrique" en vue mobiliser les ressources du Gouvernement des États-Unis pour soutenir les entreprises américaines dans l'identification et l'exploitation des opportunités qui existent en Afrique subsaharienne.

**G. Comment pouvez-vous parler de soutenir une croissance économique durable lorsque la majorité des intérêts économiques des États-Unis en Afrique sont concentrés sur les pierres précieuses et le pétrole ?**

Bien que la vente des matières premières constitue encore la majorité des activités d'exportation, les produits non pétroliers ont virtuellement triplé jusqu'à un montant de 5 milliards de dollars, notamment pour les fleurs coupées, les fruits et les noix, les vins, le cacao et les chaussures. Les exportations de textiles et d'équipement ont doublé, et aujourd'hui, les exportations de produits fabriqués dans plus de la moitié des pays éligibles à la loi AGOA a augmenté au cours de la dernière décennie.

Aux États-Unis, nous reconnaissons qu'une croissance économique durable, d'échelle, est cruciale pour l'avenir de l'Afrique. Nos intérêts ne sont pas servis en mettant l'accent sur un seul secteur des économies africaines. Ceci est la raison pour laquelle nous mettons à contribution nos efforts - de stimulation de la croissance économique, du commerce et des investissements en Afrique subsaharienne - dans tous les secteurs.

Ceci est également la raison pour laquelle, les États-Unis investissent dans la mise en place de partenariats à travers l'Afrique pour accélérer la croissance économique durable, pour promouvoir la sécurité alimentaire, pour améliorer les capacités des pays et des communautés à lutter contre les maladies et à réhabiliter les systèmes de santé, et pour lutter contre le changement climatique par le biais du programme Nourrir l'avenir, l'Initiative mondiale en matière santé, l'Initiative mondiale de lutte contre le changement climatique, de notre assistance humanitaire et un nombre d'autres programmes de développement.

Pour plus d'informations sur les initiatives de développement de l'Afrique, veuillez lire la fiche

---

d'informations sur les réalisations des États-Unis en Afrique subsaharienne sur le site [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

**H. Comment pouvez-vous parler de l'objectif de booster la croissance économique, le commerce et les investissements, alors que les dispositions sur les textiles des pays étrangers prévues par la loi AGOA n'ont pas encore été prorogées ?**

Nous continuons à exhorter le Congrès de proroger la loi AGOA avant son expiration en septembre de cette année.

L'Administration reconnaît l'importance de la disposition sur les textiles des pays étrangers, tel que prévu par la loi AGOA, elle continuera à faire de sa prorogation continue une priorité.

**I. Quelle est la raison pour laquelle l'Administration n'a pas pu résoudre les blocages bancaires qui ont empêché nombre d'ambassades africaines de faire des affaires aux États-Unis ?**

Au cours des deux dernières années, plusieurs banques américaines ont décidé de fermer toutes voire certaines de leurs représentations dans les missions diplomatiques et nombre de missions étrangères aux États-Unis, issues d'Afrique et d'ailleurs, ont été affectées.

Le Gouvernement des États-Unis veille à fournir une assistance aux missions étrangères en obtenant des services bancaires pour plusieurs mois et cette démarche a produit des résultats satisfaisants. Malheureusement, quelques missions n'ont pas bénéficié de ces services depuis plusieurs mois.

Nous sommes conscients de ces fermetures et le Département d'État collabore avec les missions diplomatiques affectées, les agences américaines compétentes et le secteur privé en vue de trouver une solution permettant d'assurer, le plus tôt possible, l'accès de ces missions étrangères aux services bancaires traditionnels nécessaires au maintien de leurs opérations aux États-Unis.